

SE REPOSER OU ÊTRE LIBRE

Christian SAUTTER et Catherine CADOU

Confusion au Moyen-Orient, diversion vers l'Europe : Donald TRUMP est à un moment de bascule. De toute évidence, la décapitation de l'État iranien, suggérée par Benyamin NETANYAHOU, est un échec. L'assassinat du leader suprême, Ali KHAMENEI, le 28 février 2026, quelques semaines après que les États-Unis aient laissé les gardiens de la Révolution massacrer des dizaines de milliers de civils iraniens demandant un peu de démocratie, a conduit à un durcissement du régime et à la prise en otage du détroit d'Ormuz par où passe un cinquième des livraisons mondiales de gaz et de pétrole.

Donald Trump n'a pas d'« idée simple » pour se sortir de cet « Orient compliqué » où il s'est ensablé et cherche un compromis qui lui sauverait la face en revenant à la situation précédant le 28 février : liberté de circulation sur Ormuz, neutralisation des 400 tonnes d'uranium enrichi à des fins militaires que son aviation n'a pas su détruire, assorties de *deals* pour reconstruire le pays ! Avoir brûlé la moitié des stocks américains de missiles *Patriot* et un tiers des missiles *Tomahawk* pour abattre des drones minuscules et n'atteindre aucun des buts de guerre qui ont fluctué avec le temps n'a rien de glorieux (*Grand Continent*) ! D'autant que ce gaspillage fait le bonheur de la Russie qui voit menacée la fourniture de missiles à l'Ukraine (avec financement européen) et aussi celui de la Chine, qui sent Taïwan devenir plus vulnérable, mais c'est une autre histoire, pour une prochaine Lettre.

Le seul problème pour arrêter le conflit en Iran se situe en Israël. Tel Aviv a convaincu Washington, où la Maison blanche se dote d'une salle de bal plutôt que d'un Conseil de Défense vigilant, que c'était le bon moment pour anéantir la théocratie iranienne, celle qui veut la disparition d'Israël et s'appuie sur des supplétifs : Hamas à Gaza, qui a commis l'épouvantable crime de guerre du 7 octobre 2023, et Hezbollah au Liban qui bombarde sporadiquement le nord d'Israël. Le but, non avoué sauf par les ministres d'extrême-droite de la coalition Netanyahu, est de contraindre à l'exil ou à la mort les populations palestiniennes de Gaza et de Cisjordanie. S'ajoute aujourd'hui la conquête d'un « espace vital » au sud du Liban, d'où seraient chassées les populations autochtones, musulmanes et éventuellement druzes ou chrétiennes.

Les États-Unis qui soutiennent en permanence Israël à coups de crédits et d'armements, pourraient exercer une pression pour que ce projet délirant du « Grand Israël » soit interrompu. Mais, pour l'instant, Trump cherche à amadouer Nétanyahou en lui promettant que l'Arabie Saoudite et d'autres États du Golfe {et même l'Iran, selon *Le Monde* du 27 mai 2026 !!!} vont enfin reconnaître l'existence d'Israël, comme l'ont fait les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Maroc et le Soudan dans les « accords d'Abraham ». Mais l'Arabie saoudite, toute autocratique qu'elle soit, aurait du mal à convaincre sa population qu'il faut laisser tomber les Palestiniens pour conserver la protection et les courants d'affaires d'un tuteur américain devenu si peu digne de foi.

Quant à prendre des sanctions financières contre Israël, il semble que Trump, avec les yeux braqués sur les élections *midterm* de novembre, où seront renouvelés la totalité de la Chambre des Représentants et un tiers du Sénat, ne veuille pas se fâcher avec ce que l'on appelle le « vote juif » (qui semble actuellement divisé sur la stratégie d'Israël) et le vote des « évangélistes » qui mangent des « infidèles » (musulmans) à toutes les sauces.

En résumé, je crois que la tension au Moyen-Orient risque de durer encore quelques mois et ne va pas rehausser la cote de celui qui brigait un prix Nobel de la Paix. D'où l'intérêt, pour cet homme hyper-agressif de faire diversion. De bons observateurs parlent de Cuba, qu'un rude blocus américain prive d'importations d'énergie, mais le peuple cubain a la peau dure puisqu'il a résisté à soixante ans de frugalité castriste. Et quoi de mieux pour faire diversion que de tourner à nouveau le regard de la classe moyenne américaine contre l'Europe, qui « exploite » les États-Unis comme en témoigne l'excédent commercial récurrent ! Cette Europe qui ose réguler le fonctionnement des réseaux numériques et qui est composée d'un ensemble hétéroclite de nations et d'entreprises, si difficile à comprendre, mais apparemment beaucoup plus vulnérable qu'une Chine qui résiste efficacement aux pressions d'outre-Pacifique.

C'est contre ce danger américain que veut nous alerter Aurore LALUCQ, dans un petit livre argumenté et percutant : *Trump contre l'Europe* (Comment rester libres ? Les petits matins, 2026, 135 pages). Aurore Lalucq préside la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen ; elle copréside par ailleurs le parti Place publique avec Raphaël GLUCKSMANN.

Que nous dit-elle ? Il faut **prendre Trump au sérieux**. Elle écrit : « L'homme le plus puissant du monde s'en prend à ce que nous représentons : un système démocratique et un modèle social qu'il déteste ». « Il s'appuie en Europe sur des vassaux, des vendus et des traîtres », qui trouvent plus confortable de rester dépendants dans leurs meubles plutôt que de défendre leur liberté. Et pourtant, affirme-t-elle, « N'oublions jamais que nous sommes forts. L'Union européenne demeure la première puissance commerciale du monde. Nous contribuons presque autant au PIB mondial que les États-Unis et davantage que la Chine. Nous sommes aussi l'une des zones politiques les plus stables et pacifiques de la planète. Nous ne sommes ni obsolètes ni dépassés ! »

Mais souvenons-nous de Nicolas GUILLOU ! Le 20 août 2025, Trump a sanctionné ce juge de la Cour pénale internationale (CPI) qui avait osé lancer un mandat d'arrêt contre Netanyahou, accusé de crime de guerre. Comme un vulgaire terroriste, ce juge a été privé de carte de crédit ! Car les deux-tiers des transactions financières opérées par vous et moi sont dépendantes de deux réseaux américains, Visa et Mastercard, sur lesquels Washington peut mettre la pression quand bon lui semble. Je n'ai pas le souvenir d'une protestation européenne vigoureuse dénonçant cette décision scandaleuse et inquiétante. Alors que faire ? Aurore Lalucq y va franc jeu en plaidant pour **une Europe fédérale dans la défense et le numérique**.

Commençons par la défense. Le pilier européen de l'OTAN devrait acquérir plus d'autonomie grâce à un plan européen d'investissement dans les industries de défense réorganisées sur le mode Airbus, et une préférence européenne concentrant les commandes publiques.

De même, dans les services numériques, actuellement dominés par les *gigatechs* californiennes qui ont financé la campagne de Trump, il ne faut pas trembler : leur appliquer la directive européenne *Digital Services Act* et financer l'émergence de concurrents européens dans les serveurs, les réseaux et le *cloud*. Agir aussi dans le domaine de l'énergie, dont sobriété, efficacité, électrification seront les maîtres-mots. Enfin, pour lutter contre la désinformation dans le champ de la culture et de l'audiovisuel, Aurore Lalucq ose parler d'un « service public du récit européen », dont ARTE est un exemple prometteur.

Pour se préparer au pire, une « **économie de guerre** » est nécessaire, dit-elle, qui exige la définition de priorités (en l'occurrence, l'investissement dans la défense et le numérique), la mobilisation des ressources nécessaires, le tout au terme de choix démocratiques.

Actuellement, c'est la volonté qui manque. Car les ressources existent pour financer ce sursaut d'investissement pour lequel plaident aussi les fameux rapports Draghi et Letta ! D'un côté, l'épargne privée européenne s'investit aux États-Unis à hauteur de 300 milliards d'euros chaque année. Comment lui « donner l'appétit » de se consacrer plutôt au sursaut européen ? Par de grands emprunts européens pour la sécurité économique et la défense nationale. Assortis d'un « *Buy European Act* », copié sur les USA, qui assure des débouchés aux nouvelles fabrications.

Et aussi, un effort fiscal européen, concentré sur ceux qui font des superprofits et jouent de la division européenne pour payer moins d'impôts.

Aurore Lalucq plaide donc pour une Europe **fédérale** dans les domaines **stratégiques**, ce qui exige un budget augmenté bien au-delà des 1% du PIB actuels (190 mds €) et de nouveaux prélèvements qui buteraient sur la règle actuelle de l'unanimité. L'Europe jouant sa survie, l'autrice est convaincue que « là où il y a une volonté, il y a un chemin » !

Devant un Trump éberlué, XI Jinping a cité l'historien grec Thucydide, chroniqueur de la guerre du Péloponèse entre Athènes la riche et Sparte la militaire. Aurore Lalucq conclut en reprenant une belle déclaration de Périclès {le Churchill athénien} relatée par l'historien :

« Citoyens, il faut choisir : se reposer ou être libre ».

C'est le choix que nous, Français, devons faire dans un an pour élire le nouveau Président ou la nouvelle Présidente de la République. Jusqu'à présent, peu de candidats ont posé l'avenir en ces termes : se reposer ou faire un puissant effort de redressement en Europe, et surtout en France qui traîne un peu la patte.

29 mai 2026